



Communiqué 27 Juin 2026 2026

Sans démocratie le Conseil de Surveillance de l'hôpital de St Affrique ne peut se tenir

Exclus des représentations des usagers de l'hôpital les membres du Manifeste ont appelé à dénoncer la supercherie d'un Conseil de surveillance excluant ses représentants.

Malgré les changements d'horaires de dernier moment et la canicule, une trentaine d'habitant.e.s sont venus appuyer la demande démocratique.

Il est temps de mettre fin à la dérive.

Dans les Conseils de Surveillance les élus, les représentants des usagers, des médecins, des personnels ont perdu le pouvoir décisionnel qu'ils et elles avaient dans les CA, dans les Commissions Des Usagers les représentants des usagers sont minoritaires. D'ailleurs à la différence des autres représentants ceux des usagers ne sont pas élus, mais « désignés » par la représentation du ministère (l'ARS) ou la Préfecture qui les « choisissent ».

Les gestionnaires obnubilés par la finance ont pris l'habitude de transformer ces instances en formalités d'approbation de leurs décisions. On en arrive à avoir une structure de gestion de l'hôpital commun de Millau où seul le Directeur et son assistant ont le Droit de vote.

Les représentants des médecins, des personnels de l'hôpital, de très nombreux Maires, des centaines d'habitant.e.s avaient dénoncé l'éviction des représentants du Manifeste. L'ARS a été amenée par la Direction à tenter de bâillonner les représentants les plus présents et actifs dans la défense de l'accès pour toutes et tous, en proximité, à la santé, sur notre territoire.

Jeudi la manœuvre a été mise en échec.

Dès sa désignation, le représentant de la Mairie, en prenant sa fonction de Président du Conseil de Surveillance, constatant la non représentation du Manifeste au sein de l'instance, a, immédiatement suspendu la séance.

La représentante de l'ARS sur notre département, interpellée par cette décision, a pris contact avec notre association. Suite à cet échange l'ARS doit proposer la réintégration du Manifeste au sein de Conseil de Surveillance.

Quoiqu'il en soit, nous appelons le Sud Aveyron à rester attentif, vigilant et mobilisé.

Il faut rester actifs pour soutenir les initiatives médicales qui améliorent la réponse médicale et mobilisés pour défendre plusieurs services de nos hôpitaux menacés par les choix de gestion de la Direction qui sacrifie tout à son projet de fusion sur l'hôpital commun.

Le 15 Juillet, une première date, le CO mité de PIL otage du projet d'hôpital commun se tiendra à la sous-préfecture. Ce sera le moment où (enfin!) le permis de construire permettra de vérifier le respect des promesses faites. Au nom des habitant.e.s nous comptons bien ne pas y faire de la figuration, mais vous apporter les informations et contribuer à rappeler les besoins et poser les questions que vous nous faites remonter.

A bientôt !

Pour le Manifeste

BOULLOT Bernard, COMBES Rose (co-présidents)